



Des Juifs anversois montent dans un camion de la firme de déménagement Arthur Pierre, août 1942

photo Auditoriat général de Belgique.

Entre piété et polémique

LA PERCEPTION DE LA SHOAH EN BELGIQUE

29

D'abord, il y eut «Buchenwald». Les récits se rapportant à des parents, connaissances et compatriotes survivants ainsi que les images dans les médias d'hommes épuisés, squelettiques et malades étaient si accablants que le nom du camp devint en Belgique un mot passe-partout pour désigner, par exemple, un malade en phase terminale: «Eh oui, c'est devenu un vrai Buchenwald». Un peu plus tard s'ajoutèrent les témoignages des rescapés de Breendonk (près de Malines), ce qui fit que l'attention se porta presque exclusivement sur le sort des résistants déportés. Certains d'entre eux, comme par exemple Leopold Flam, futur professeur à la *Vrije Universiteit Brussel*, étaient également juifs, mais ils furent en premier lieu reconnus en tant que partisans, et honorés à juste titre. Partout en Belgique des noms de rues comme la «rue des Déportés» et des comités du souvenir des «déportés, travailleurs réquisitionnés et assimilés» renvoient à ces premières réactions aux crimes du régime nazi et de la puissance occupante.

Ce fut seulement dans les années 1960 et 1970 que l'attention se tourna lentement vers le sort des Juifs. Exactement comme dans les pays voisins, la population fut ébranlée par les comptes rendus quotidiens du procès d'Adolf Eichmann à Jérusalem (1961-1962) et par le spectaculaire procès d'Auschwitz qui suivit, à Francfort-sur-le-Main (1963-1965). Soudainement, on ne pouvait plus faire abstraction du nom «Auschwitz» dans les informations, et le monde non-juif commença à prendre conscience de l'ampleur et de l'insupportable violence de l'extermination des Juifs, à laquelle on donna d'abord le nom biblique étonnant d'*Holocauste* (sacrifice par le feu, total mais volontaire) et ensuite celui, plus adéquat, de *Shoah* («anéantissement» en hébreu). Plus remarquable que cette évolution de l'opinion publique en réaction à la confrontation avec les témoignages de victimes et les aveux difficilement arrachés d'un certain nombre de coupables de premier plan, fut l'effet de la série télévisée américaine en quatre épisodes *Holocauste*, en 1978. Le récit du destin tragique d'une famille fictive de Juifs allemands, en apparence parfaitement intégrée et respectée, fit partout l'effet d'une bombe. Le philosophe juif allemand Günther Anders a analysé en profondeur dans *Besuch im Hades* (seconde édition en 1979)¹ ce paradoxe selon lequel l'extermination systématique, réelle, de millions de concitoyens trouble apparemment moins les esprits que le sort d'une famille de fiction. À cet égard, il est significatif que l'historien flamand Lieven Saerens

lui aussi, dans son dernier livre *Rachel, Jacob, Paul et les autres - Une histoire des Juifs à Bruxelles*² - une étude détaillée de la Shoah à Bruxelles -, mentionne le rôle de révélateur de cette série télévisée: «Bien que la télévision belge ait diffusé auparavant des films poignants sur la persécution des Juifs, cette série constitue un premier véritable point de basculement quant à l'intérêt du grand public pour la persécution des Juifs.» Cet intérêt n'est évidemment pas apparu spontanément, mais fut préparé, puis approfondi, par un certain nombre de publications et d'initiatives capitales, au nombre desquelles l'autobiographie de Marcel Liebman, *Né Juif. Une famille juive dans la Seconde Guerre mondiale*³, l'histoire en trois volumes de Maxime Steinberg *L'Étoile et le Fusil*⁴, *De uitbuiting van de Holocaust* (L'Exploitation de l'Holocauste, 1990; seconde édition en 2001) de Gie Van Den Berghe et *De verdwenen gaskamers. De ontkenning van de Holocaust* (Les Chambres à gaz disparues. La négation de l'Holocauste, 1997), ouvrage réalisé sous la direction de Georgi Verbeeck. Sur le plan institutionnel, la fondation Auschwitz fut créée en 1980 avec comme objectif premier «l'étude de l'histoire et de la mémoire des victimes de la Shoah et de la terreur nazie, leur connaissance, la transmission de leur mémoire et la préservation des archives la concernant.» Cette fondation gère aussi l'association Mémoire d'Auschwitz, un centre d'études et de documentation. La fondation Auschwitz collabore également avec le *Bijzonder Comité voor Herinneringseducatie* (Comité spécial pour l'éducation à la mémoire), qui s'adresse surtout aux élèves de l'enseignement secondaire et aux étudiants de Flandre, en organisant notamment des visites guidées du camp d'extermination d'Auschwitz. Cette éducation à la mémoire est aussi présente dans un certain nombre de programmes des différents réseaux d'enseignement en Flandre, et des voix de parlementaires se lèvent pour réclamer la généralisation et la pérennisation de cette information sur l'Holocauste (comme partie obligatoire des «objectifs finaux interdisciplinaires»).

Tensions actuelles

Un travail scientifique sur les aspects les plus importants de la Seconde Guerre mondiale (l'occupation, la collaboration, la résistance, l'épuration et la répression d'après-guerre) est accompli en Belgique par les collaborateurs permanents et occasionnels du CEGESOMA (Centre d'études et de documentation Guerre et Sociétés contemporaines) au moyen surtout de publications aussi bien universitaires que plus générales, et par l'organisation de colloques et de conférences.

Pour ce qui est de la commémoration de la Shoah, de l'occupation et de la résistance, il existe en Belgique environ 25 «lieux de mémoire», allant de la Caserne Dossin à Malines, dont il sera question plus loin, à ces pavés de mémoire que l'on dispose devant les maisons d'où des Juifs ont été emmenés à Malines et, de là, vers les différents camps. Des cérémonies commémoratives sont organisées régulièrement en beaucoup de ces endroits pour penser aux victimes et à ceux qui les ont aidées, et garder vivace la mémoire de cette page sombre de l'histoire.

Ce besoin de mémoire a été stimulé, à partir des années 1980, par deux phénomènes nouveaux: l'apparition du «négationnisme» en Amérique du Nord et en Europe, et la recrudescence du racisme dirigé essentiellement vers les immigrants marocains et turcs. Il s'agissait donc, d'un côté, de combattre la négation de l'existence ou de la

responsabilité de la Shoah, démarche qui souvent, sous le couvert de «révisionnisme» ou de «libre recherche historique», veut saper le discours existant sur la Shoah d'une manière scientifiquement douteuse mais néanmoins médiatiquement efficace et, de l'autre, de s'opposer à une défiance croissante vis-à-vis des migrants, source fréquente de discriminations sur le marché du travail et, éventuellement, de comportements racistes inavoués.

La lutte contre cette attitude «islamophobe», qui rappelle à maints égards l'antisémitisme d'autrefois, est cependant compliquée ces dernières décennies par la tension croissante entre, d'une part, un certain nombre de jeunes musulmans qui s'identifient aux Palestiniens de Gaza et des Territoires occupés et, de ce fait, sont souvent ouverts à la nouvelle propagande antisémite, dans bien des cas présentée comme de l'«antisionisme» et, d'autre part, des Juifs sionistes qui, de leur côté, ont aussi du mal à faire la distinction entre critique de la politique gouvernementale israélienne et antisémitisme pur. Il fallait mentionner ici cette pénible réalité, parce qu'elle risque malheureusement de contrecarrer une approche sereine, humaniste et objective de la Shoah. En soi, il n'est vraiment pas difficile de réfuter les mensonges et les falsifications des négationnistes, comme le font, entre autres, l'ouvrage de Georgi Verbeek déjà mentionné ainsi que d'autres publications, mais la méthode basée sur la manipulation est renforcée par les répercussions du conflit du Moyen-Orient présentes en temps de crise jusque dans les rues de Bruxelles et d'Anvers. Les démagogues qui s'emparent de la discrimination dont sont victimes les Palestiniens pour nier la Shoah ou la minimiser portent, ce faisant, une aussi grande responsabilité que ceux qui abusent de la mémoire de la Shoah pour justifier la méthode dure du gouvernement israélien.

La «Kazerne Dossin»

Une courte présentation historique du Nouveau musée *Kazerne Dossin* - Mémorial, musée et centre de documentation sur l'Holocauste et les droits de l'homme, ouvert en 2012, est peut-être la meilleure illustration de la manière dont la Shoah est perçue en Belgique. Cette caserne fut construite en 1752 sur l'ordre de l'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche qui voulait y loger des troupes autrichiennes. Le bâtiment servit jusqu'en 1914 de «dépôt» à différents régiments. En 1936, on donna à ce bâtiment militaire le nom d'un héros de la Première Guerre mondiale, le général Émile de Dossin. À partir de 1942, il fut utilisé par les Allemands comme camp de rassemblement pour les Juifs et les Tziganes qui de là étaient déportés vers Auschwitz-Birkenau et d'autres camps d'extermination. Après la guerre, la caserne, toujours propriété de l'État belge, fut aménagée en école pour l'administration des forces armées et, à partir de 1950, également comme centre de formation des services financiers. La caserne, désaffectée en 1975, tombait en ruine, jusqu'à ce que le nouveau propriétaire, la ville de Malines, décide en 1980 d'en faire un complexe d'appartements.

Au nom du souvenir douloureux de la Shoah, un certain nombre d'associations juives décidèrent de réclamer l'aménagement d'un musée juif de la Résistance et la Déportation, qui fut inauguré en 1995. Sur ce, les pouvoirs publics flamands décidèrent de créer un «Mémorial», un espace commémoratif, dans l'aile droite de la caserne, et de construire à côté du bâtiment un nouveau musée pour la collection permanente.



**Le rassemblement de
prisonniers juifs dans la cour
intérieure de la Kazerne
Dossin à Malines**

photo musée Kazerne Dossin.

Il s'agissait - attention au nouveau nom - du musée actuel déjà évoqué. Le conservateur du musée, l'historien et professeur d'université Herman Van Goethem, a assuré lors d'un entretien que ce musée de la Communauté flamande, en dépit de son budget évidemment beaucoup plus modeste, serait, en un certain sens, à la fois davantage et autre chose qu'une version nationale du musée *Yad Vashem* de la Shoah à Jérusalem ou du grandiose *Holocaust Museum* de Washington, par exemple. Davantage, parce qu'au-delà de la Shoah il avait pour vocation d'informer aussi sur les violations des droits de l'homme, dans l'histoire comme aujourd'hui, dans le monde entier. Et bien qu'il soit compréhensible que des profanes en parlent presque spontanément comme d'un «musée juif», l'attention fut aussi consacrée à ces autres exemples de crimes de masse contre l'humanité. Il s'agissait aussi d'une entreprise différente parce que l'on s'efforça, à côté de la perspective des victimes, d'éclairer aussi ce qu'on appelle la «perspective des coupables». Sur ce point, Van Goethem se situe sur la même ligne que Gie Van Den Berghe qui, dans *De zot van Rekem* (L'Idiot de Rekem, 1995) et dans *Kijken zonder zien* (Regarder sans voir, 2011), avait déjà mis l'accent sur l'intérêt de la perspective des coupables. Herman Van Goethem signala, en outre, les parallèles entre l'antisémitisme des années 1930-1940 et les manifestations actuelles d'intolérance et de racisme, bien que cette comparaison ne fit pas explicitement partie de l'énoncé de la mission du nouveau musée, notamment parce que la défense du multiculturalisme faisait déjà partie de la vocation de beaucoup d'autres instances.

Soixante-dix ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, le processus d'assimilation des crimes n'est toujours pas achevé, alors même que presque tous les «derniers témoins» (par référence au titre d'une série télévisée sérieuse sur le sujet, diffusée sur la chaîne publique flamande) ont disparu. Ce processus concerne aussi bien la piété envers les victimes et leurs parents que la polémique que ces événements ont inévitablement engendrée et suscitent encore, tant au plan théorique que politique, et souvent sans intention. Son traitement dans la littérature qui, en comparaison avec les textes sur le sujet aux Pays-Bas, est singulièrement et déplorablement mince, devrait devenir le thème d'un nouveau discours pour lequel le socle préparatoire du point de vue de l'histoire littéraire reste à ce jour très incomplet. Cependant, en ce qui concerne l'opinion publique, à peu près personne aujourd'hui ne peut sérieusement prétendre qu'il ou elle «n'est toujours pas au courant».

Ludo Abicht

Philosophe.

ludoabicht@ymail.com

Traduit du néerlandais par Marcel Harmignies.

Notes

1. La traduction française, signée Christophe David, a paru en 2014 aux éditions Le Bord de l'eau à Lormont (Bordeaux).
2. Paru aux éditions Mardaga de Bruxelles en 2014.
3. Paru aux éditions Labor de Bruxelles en 1977.
4. Paru aux éditions Vie ouvrière de Bruxelles en 1983, 1984 et 1987.